



Un programme de long terme pour un accès équitable à l'eau potable en milieu rural

Données recueillies auprès de Larbi Lachgar, Président de l'Association Afoulki France

Contexte

Dans les milieux ruraux du Maroc, l'accès à l'eau potable reste entravé par de nombreux facteurs (géographiques, économiques, etc.) et connaît de fortes inégalités. Au niveau des villages de Bouzerz et de Tasghount (province de Tiznit, CT Arbaa Sahel), les 3 points d'eau existants sont très éloignés des habitations et les branchements individuels restent anarchiques. Aussi, la collecte de l'eau reste à la charge des femmes et des jeunes filles pénalisant l'exercice de leurs droits et notamment celui à une éducation scolaire.

« On sait aujourd'hui que le temps consacré à la corvée de l'eau diminue celui disponible pour l'éducation, le développement individuel et les activités génératrices de revenus dans les ménages. C'est une immense perte d'un temps précieux, défavorable au développement de nos territoires ».

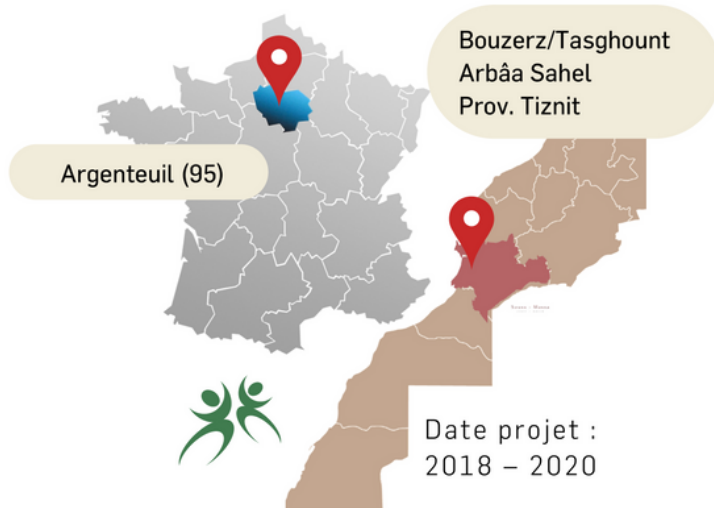
Démarche de mise en œuvre du projet

Depuis 2018, les 2 associations, AFOULKI France et AFOULKI Maroc, en collaboration étroite avec l'ex-Président de la Collectivité Territoriale d'Arbaa Sahel, M. Brahim Safini, ont co-construit l'initiative d'un réseau d'eau potable en milieu rural. « Le programme est véritablement né en 2012 avec la réalisation d'une étude technique et financière ».

Porteur du projet

Association Afoulki France

Afoulki soutient et promeut les actions de développement social, culturel et éducatives dans la Province de Tiznit.



Acteurs impliqués

Association Afoulki pour développement social à Bouzerz

Association villageoise créée comme émanation locale de l'association Afoulki France.

Collectivité Territoriale d'Arbaa Sahel

Impliquée dans la mise en place du réseau d'eau potable, elle a activement contribué à la recherche de financements (INDH, subvention, participations des villageois).

Société privée Eco-techniques

Elle a piloté une formation sur l'entretien de la robinetterie et des dispositifs hydro-économiques à tous les utilisateurs et techniciens.

Société privée ISTA France/ITRON Maroc

Elle a réalisé une formation sur la nouvelle gestion des équipements, et notamment des relevés de compteurs.

Le présent projet de mise en place d'un réseau secondaire (accès individuel, mécanisme de redistribution solidaire, sensibilisation) s'inscrit dans les précédentes actions d'envergure menées par les acteurs associatifs Afoulki (réseau primaire et construction d'un château d'eau) et soutenues via la loi Oudin-Santini.

« Le réseau primaire a été livré en décembre 2017, après réflexion avec les acteurs parties prenantes du projet, une question s'est posée « comment et quand les personnes précaires et vulnérables auront accès au service d'eau potable ? Nous nous sommes remis autour de la table et avons décidé de poursuivre le projet, en développant un réseau secondaire ».

Le réseau secondaire prévoit un accès individuel à l'eau potable au niveau des ménages et d'établissements publics ainsi qu'un mécanisme de redistribution solidaire.

Le projet vise un accès à la ressource en eau de manière équitable, économique et durable.

Au-delà des infrastructures et équipements mis en place, le projet a accompagné le changement de pratiques au travers de sensibilisations pour faire de cette initiative une réponse adaptée aux besoins et vectrice de santé environnementale.

Résultats

L'accès individuel à la ressource en eau a facilité l'amélioration des conditions de vie des habitants des 2 villages et plus particulièrement celles des femmes et des enfants. « Il nous faut rester attentifs à ce que les jeunes filles ne soient plus cantonnées à la maison. Sur ce terrain, nous marchons un peu sur des oeufs, surtout dans les foyers précaires et pauvres. Et pourtant, ces filles veulent aller à l'école et les femmes, s'inscrire dans une vie sociale active ».



Les travaux d'alimentation individuelle en eau potable ont bénéficié à 249 habitations et 9 institutions des villages de Bouzerz et de Tasghount (du compteur divisionnaire jusqu'au robinet, accompagné de dispositifs hydro-économique sur la robinetterie).

Un mécanisme de redistribution solidaire a été mis en place permettant à tous les habitants, même les plus précaires, d'accéder à l'eau potable. « Le projet est une démonstration de ce que l'on peut faire quand on travaille ensemble, il peut être pris comme exemple. C'est d'ailleurs ce qui est prévu dans 3 nouveaux douars ».

Le projet a favorisé le développement d'initiatives économiques parmi les femmes. La création de nouveaux commerces a été facilitée par les branchements au réseau d'eau, notamment une boulangerie et une coopérative de production d'huile d'argan.

Les associations villageoises et la diaspora sont devenues plus dynamiques sur le territoire et ont été valorisées auprès des institutions grâce à cette expérience. « Nous avons fait un choix ambitieux en encourageant l'investissement des communautés, engagées collectivement autour des objectifs du projet ».

« Tout le monde est content, je me suis battu pour que l'ONEP n'enlève pas les bornes fontaines qui peuvent encore servir à arroser les jardins ; je me suis battu pour qu'il n'y ait pas trop d'augmentation du prix au mètre cube, on s'est battu pour que la gestion soit faite par un employé de la mairie et prise en charge par elle-même. Aujourd'hui, on a un réseau d'eau durable à trois têtes: la province, le village et la commune avec des garanties d'indépendance du réseau ».

Facteurs de réussite

L'ouverture au dialogue pluri-acteurs et l'écoute active ont favorisé une définition collective des besoins tout en tenant compte des capacités de chacune des parties prenantes. Cette conjugaison des intérêts, autour de la mise en place d'infrastructures et d'équipement adaptés, a été accompagnée de sensibilisations à la protection de l'environnement promouvant un changement de pratiques favorable au développement durable des territoires.

L'approche partenariale a favorisé les interactions, l'intelligence collective et ainsi l'adhésion de toute la communauté à une gestion améliorée des ressources hydriques. L'implication et la participation active des partenaires locaux dans la conception, la mise en oeuvre et le suivi des projets est un gage d'appropriation collective des réalisations.

Le partage d'information, vecteur de confiance réciproque, a permis une efficacité démultipliée.

« Fin 2019, le Gouverneur a accepté d'inaugurer les installations dans le village, ça été un grand événement. Pour moi c'est ce qui a clos le dossier de satisfaction.

Si un gouverneur vient dans un douar, cela offre une nouvelle dimension au projet, les villageois se rappelleront de cela toute leur vie, c'est une reconnaissance du travail qui a été fait en commun ».

Difficultés

L'engagement de la Collectivité tient pour beaucoup à la volonté de son Président, faisant présager un risque non négligeable en cas d'alternance.

Les conflits au niveau des douars. « Au cours du projet, des conflits ont pu resurgir au moment de la mise en oeuvre du projet ».

Le manque de confiance et d'adhésion villageoise. « Les villageois n'ont pas tout de suite cru à l'idée du projet d'accès à l'eau pour tous et partout. Ils ont douté de nos capacités et difficilement soutenu la démarche proposée. C'était un espoir tellement lointain qu'ils n'imaginaient pas le voir se réaliser ». « Je suis descendu au village de nombreuses fois. Une partie du village était d'accord mais une autre partie était très méfiante. L'importance de la somme d'argent en jeux a pu effrayer certains. Ils nous disaient qu'on ne verrait jamais cet argent. Les convaincre a pris beaucoup de temps. Pour plus de transparence, on a suivi une comptabilité à part, associée à un compte spécifique ».



Valeur-ajoutée de la diaspora dans le développement du territoire

La diaspora a apporté son soutien à la formulation du projet grâce à sa maîtrise des opportunités financières en France (subvention et/ou contribution individuelles) mais aussi à ses capacités (rédactionnelles, administratives, financières, gestion du cycle de projet).

Grace aux compétences de la diaspora dans le domaine de l'eau et à son réseau entrepreneurial français (entreprises engagées), elle a pu mobiliser de grandes sociétés dans le domaine hydraulique concourant à la réussite du projet. En cela, des nouvelles technologies ont pu être introduites au projet et notamment, la technologie venturi d'économie d'eau.

Les liens étroits qu'entretiennent la diaspora avec les partenaires locaux et le territoire ont permis d'assurer la continuité des actions entreprises.

La diaspora est gage de maintien des mécanismes de solidarité entre les Nord et les Suds, et représente un réseau d'acteurs qui acceptent de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser des projets d'intérêt général.

« Nous croyons fermement que la multiplication d'initiatives individuelles peut changer efficacement les choses si elles sont mises en commun et partagées ».

La diaspora, structurée en association, permet une entraide mutuelle dans le pays de vie et des liens de solidarité avec les villages d'origine.

Leçons tirées de l'expérience et précieux conseils

L'équité et la solidarité sont des prérequis à l'équilibre social. La solidarité doit s'inscrire dans une réelle perspective de développement économique et social du monde rural. « IL faut cependant garder en tête qu'il est difficile de changer les mentalités surtout en milieu rural, et susciter l'engagement est une démarche de long terme ».

Il est indispensable de travailler collectivement pour réussir en tenant compte des apprentissages capitalisés « pour ne pas commettre les mêmes erreurs des expériences précédentes et ne pas se retrouver à gérer les mêmes problèmes. Capitaliser, ça nous offre les moyens de réutiliser les mêmes leviers d'action ayant fait ses preuves ».

La parole au territoire

« Nous avons beaucoup souffert au cours des années 70 et 80 en particulier pendant les années de sécheresse, lorsque l'eau devient une monnaie rare. Parfois le principe de solidarité est la solution la plus efficace. Pour moi, la première chose à laquelle j'ai pensé en obtenant une bourse scolaire était d'envoyer une somme d'argent à mon père pour creuser une citerne sous-terraine "Tanoutfi". L'eau était une source de souffrance pour nous avant la réalisation de ce projet et une justification à la migration des familles vers Tiznit, Agadir et Casablanca ».

Fils d'un bénéficiaire du projet



Cette fiche de capitalisation a été réalisée par Migrations & Développement dans l'objectif de mettre en avant les actions de la diaspora en faveur de leur territoire d'origine. Cela s'inscrit dans le projet «Migrations, Territoires et Développement II», dans le cadre du programme «Déploiement des politiques migratoires au niveau régional - DEPOMI», mis en œuvre par Enabel et financé par l'Union européenne.

Migrations & Développement
www.migdev.org
©Migrations & Développement

